

Secrétariat général

Numéro 142-2024

Réf. : FS/SD

Paris, le 17 septembre 2024

FO REÇUE À MATIGNON

Chères et chers camarades,

Ce mardi 17 septembre matin, Force ouvrière a été reçue à Matignon par le directeur de cabinet du Premier Ministre et la directrice adjointe.

La délégation FO était composée du secrétaire général Frédéric Souillot, de Patricia Drevon et Rachèle Barrion, secrétaires confédérales.

Le cabinet a reconnu que la situation politique était compliquée, toujours dans l'attente de l'installation d'un gouvernement. La déclaration de politique générale est prévue début octobre, avant la présentation d'un projet de budget, dont la date butoir est repoussée au 9 octobre.

Cette rencontre était pour FO l'occasion de rappeler ses principales revendications. Le cahier revendicatif élaboré au début de l'été a été remis à nos interlocuteurs. Nous avons réaffirmé notre revendication d'abrogation de la réforme des retraites, réforme injuste contre laquelle nous n'avons jamais cessé de lutter.

Pour FO, il convient de remettre la négociation collective au centre des priorités. Nous avons de nouveau demandé l'agrément de la convention d'assurance chômage négociée en novembre 2023 et avons redit que nous étions prêts à reprendre des discussions sur l'emploi des seniors avec l'ensemble des interlocuteurs sociaux. Le patronat y est prêt. Nous avons rappelé qu'une hausse de dix points du taux d'emploi des seniors permettrait de dégager 50 milliards d'euros de recettes de cotisation et qu'aujourd'hui, encore un salarié sur deux n'est déjà plus en emploi quand il liquide ses droits à la retraite. Pour FO, il est nécessaire d'agir sur la formation, sur les fins de carrière, la retraite progressive et un véritable droit à la reconversion.

Concernant la composition du gouvernement, FO a demandé que des ministres de plein exercice soient nommés au travail, à la fonction publique et à l'industrie. Nous avons réaffirmé nos exigences en matière de réindustrialisation qui doit être une priorité du prochain gouvernement. Nous avons également redit notre revendication de conditionnalité des aides publiques distribuées aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie.

Sur la fonction publique, nous avons insisté sur la spécificité de l'emploi public, des trois versants de la fonction publique et réaffirmé qu'au lieu d'imposer une énième réforme, remettant en cause le statut général, il était urgent d'ouvrir des véritables négociations salariales et de

mettre en adéquation les besoins et les moyens. Sur la santé, nous avons rappelé que l'Ondam est systématiquement fixé en dessous des besoins de la population. L'hôpital souffre d'un manque de moyens généralisé et de fortes tensions sur les effectifs. La tarification à l'activité (T2A) qui conduit à la recherche permanente de rentabilité doit être abandonnée.

Sur le futur budget, nous avons mis en garde contre de nouvelles coupes budgétaires au détriment des services publics. Sur le futur PLFSS en particulier, nous avons alerté sur la nécessité de prendre le temps de consulter les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale.

Enfin, conformément aux engagements des confédérations pris auprès de la CSI et suite à la demande exprimée par la Commission exécutive, nous avons remis un courrier adressé au Premier ministre concernant la situation en Israël et à Gaza. Le courrier et le communiqué de la CSI figurent en annexe de cette circulaire.

Nous restons bien évidemment vigilants sur la suite donnée à nos revendications lorsqu'un gouvernement sera nommé et sur les orientations politiques qui seront présentées par le Premier ministre.

Amitiés syndicales,

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général

Annexes :

- *Courrier adressé au Premier Ministre Michel Barnier*
- *Communiqué de la CSI : <https://www.ituc-csi.org/israel-la-csi-soutient-la-greve>*